Agriculture : la loi Duplomb menace l’environnement et notre alimentation future

27 juin 2025

TRIBUNE

Une centaine d’organisations nationales et locales de la société civile appellent à une mobilisation le 29 juin pour dire non à la proposition de loi Duplomb qui annihile toutes avancées environnementales.

Après un passage en force à l’Assemblée nationale, privant les citoyens et citoyennes d’un véritable débat démocratique pourtant indispensable sur les conséquences de ce texte, la suite arrive très bientôt pour la loi Duplomb, prévoyant notamment d’encadrer l’usage des pesticides. A partir du 30 juin, elle sera discutée en commission mixte paritaire, une instance seulement composée de sept député·es et sept sénateur·rices, chargés de trouver une version définitive du texte. Ensuite, elle sera soumise à un vote final à l’Assemblée nationale et au Sénat.
Mais cette loi, nous n’en voulons pas, et nous avons encore la possibilité de nous mobiliser contre son adoption. Paysans, scientifiques, apiculteurs, médecins, organisations de la société civile, citoyens : les alertes sur la dangerosité de cette proposition de loi ont été nombreuses.

Elles ont été ignorées et balayées d’un revers de main par le vote d’une motion de rejet qui n’a pas permis la tenue de débats à l’Assemblée nationale alors que le futur de notre agriculture et de notre alimentation nous concerne toutes et tous.
Alors qu’elle prétend répondre aux préoccupations des agriculteurs, la proposition de loi ignore en réalité les causes structurelles de la crise agricole : instabilité des revenus et injuste répartition de la valeur dans les filières, absence d’accompagnement à la transition agroécologique et à l’adaptation au changement climatique. Loin de lever les contraintes, elle les amplifie.

Souveraineté alimentaire en péril

Cette loi va aussi à l’encontre des attentes des citoyens : plus de 170 000 messages ont été envoyés par des citoyens aux ministres et aux députés afin de

dénoncer les risques que fait peser ce texte. Des agriculteurs et apiculteurs ont également interpellé les élus pour expliquer en quoi cette proposition de loi ne répond pas à leurs préoccupations et met en péril leurs capacités à pouvoir durablement assurer notre souveraineté alimentaire. Ces alertes ont pourtant été ignorées.
Dépendance aux pesticides de synthèse, facilitation de l'accaparement de la ressource en eau par l'accélération de la construction des mégabassines, destruction de zones humides, allègement des normes pour les productions animales industrielles – les élevages les plus intensifs : la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur va avoir pour conséquence de favoriser des modèles industriels coûteux et polluants. Des mesures portées au détriment d'une agriculture résiliente et respectueuse de l'environnement, pourtant nécessaire et souhaitée par 85% des agriculteurs.

Cette loi pourrait compromettre durablement nos capacités à répondre à l'enjeu de souveraineté alimentaire, érigé comme majeur par nos politiques publiques.
Seuls 4% des agriculteurs interrogés considèrent l'interdiction des pesticides comme un problème majeur. Or, la loi en fait une priorité en proposant de réintroduire certains néonicotinoïdes aujourd'hui interdits et de largement affaiblir l'indépendance scientifique de l'Agence de sécurité sanitaire en s'attaquant à ses compétences d'évaluation de la mise sur le marché de pesticides.
En aggravant la contamination de l'eau, l'exposition des paysans et des riverains à des produits toxiques, elle risque de poser un réel danger en matière de santé publique. Plus de 1 000 médecins et scientifiques se sont opposés à la loi Duplomb dans une lettre ouverte, alertant depuis plusieurs semaines sur ses dangers. Le refus persistant d'écouter leurs avertissements témoigne d'un tournant inquiétant : celui d'une mise à distance croissante de la science, des faits, et de l'expertise sanitaire.

Nous appelons à une mobilisation de tous et toutes. Sur les places de villages, devant les mairies, devant les permanences de vos députés, dans nos rues : faisons entendre notre voix. Que vous soyez 5, 15 ou 50, chaque rassemblement comptera pour dire notre refus de cette loi toxique.
Premier signataires : Confédération Paysanne, Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF), Collectif Nourrir, Miramap, Terre de Liens, Greenpeace France, Générations Futures, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), France Nature Environnement, Fondation pour la Nature et l'Homme, WWF France, Réseau Action Climat, CIWF France, Agir pour l'environnement, Combat

Monsanto, Cancer Colère, Réseau Environnement Santé, Bio Consom'acteurs, Secrets toxiques, Collectif Vietnam Dioxine, Terre d'Abeilles, VRAC France, Extinction Rebellion, Notre Affaire à Tous, CCFD Terre Solidaire, Oxfam France…

Retrouvez ici l'ensemble des signataires.

Tribune paru dans Libération par un collectif de 100 organisations de la société civile.

Publié le 20 juin 2025.